



---

# Rapport économique 2021

## Côte d'Ivoire

20 juin 2022

---

### **Executive Summary**

Alors que la première décennie du 21<sup>e</sup> siècle avait été marquée par la violence et la division du pays, la Côte d'Ivoire a connu un succès économique majeur, porté notamment par les cours élevés du cacao et d'importants projets d'investissements, depuis la sortie de la crise en 2012. L'économie de la Côte d'Ivoire repose encore très fortement sur l'agriculture qui fait vivre des millions de producteurs de même que leur famille. Mais l'industrialisation est assez avancée, comparativement dans la région. Les exportations de cacao ont augmenté en 2021 avec la reprise de la demande mondiale mais des investissements importants deviennent urgents dans ce secteur afin de lutter contre la déforestation, améliorer la productivité et qualité.

Après avoir bien résisté aux effets de la pandémie de Covid-19 en croissant de 2% en 2020, l'économie ivoirienne a rapidement rebondi à un niveau estimé à 6.5% en 2021. Elle a ainsi pu vite retrouver un niveau de croissance similaire à ce qu'elle avait connu depuis la sortie de crise en 2012 et a pu maintenir son 3<sup>ème</sup> rang parmi les économies de l'Afrique de l'Ouest. Le gouvernement ayant instauré des mesures de soutien à l'économie pour riposter aux différentes crises, le déficit budgétaire ainsi que le stock de la dette par rapport au PIB ont toutefois augmenté bien qu'ils n'atteignent pas pour l'instant des niveaux alarmants.

En outre, le gouvernement continue de développer sa stratégie de développement autour du plan national de développement (PND) 2021-2025 qui se concentre sur trois grandes priorités : la transformation de l'économie nationale, le social et l'emploi des jeunes et enfin la gouvernance et la lutte contre la corruption.

Au niveau Suisse, l'or représente 95% des exportations, soit 778 millions de CHF. Les échanges sont autrement plutôt faibles, contrairement aux investissements comme le démontre les nombreux projets réalisés par des entreprises suisses en Côte d'Ivoire. Celles-ci évoluent dans un environnement propice aux affaires quand bien même elles restent malheureusement parfois confrontées à la corruption ainsi qu'au manque de fiabilité de l'état et de son appareil judiciaire.

## TABLE DES MATIÈRES

<b>1</b>	<b>SITUATION ÉCONOMIQUE ET DÉVELOPPEMENTS DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE</b> .....	<b>3</b>
<b>2</b>	<b>SECTEURS PRIORITAIRES ET OPPORTUNITÉS POUR LES ENTREPRISES SUISSES</b> .....	<b>5</b>
<b>3</b>	<b>POLITIQUE ÉCONOMIQUE EXTÉRIEURE</b> .....	<b>5</b>
<b>3.1</b>	<b>Politique et priorités du pays hôte</b> .....	<b>6</b>
<b>3.2</b>	<b>Perspectives pour la Suisse (potentiel de discrimination ou avantage comparatif)</b> .....	<b>7</b>
<b>4</b>	<b>COMMERCE EXTÉRIEUR</b> .....	<b>7</b>
<b>4.1</b>	<b>Evolution et perspectives générales</b> .....	<b>7</b>
<b>4.1.1</b>	<b>Commerce de marchandises</b> .....	<b>7</b>
<b>4.1.2</b>	<b>Commerce de services (si données disponibles)</b> .....	<b>8</b>
<b>4.2</b>	<b>Commerce bilatéral</b> .....	<b>9</b>
<b>4.2.1</b>	<b>Commerce de marchandises</b> .....	<b>9</b>
<b>4.2.2</b>	<b>Commerce de services (si données disponibles)</b> .....	<b>9</b>
<b>5</b>	<b>INVESTISSEMENTS DIRECTS</b> .....	<b>9</b>
<b>5.1</b>	<b>Evolution et perspectives générales</b> .....	<b>9</b>
<b>5.2</b>	<b>Investissements bilatéraux</b> .....	<b>10</b>
<b>6</b>	<b>PROMOTION ÉCONOMIQUE ET TOURISTIQUE</b> .....	<b>10</b>
<b>6.1</b>	<b>Instruments de la promotion économique extérieure suisse</b> .....	<b>10</b>
<b>6.2</b>	<b>Intérêt du pays hôte pour la Suisse</b> .....	<b>11</b>
	ANNEXE 1 – Structure de l'économie .....	12
	ANNEXE 2 – Principales données économiques.....	13
	ANNEXE 3 – Partenaires commerciaux.....	14
	ANNEXE 4 – Echanges commerciaux bilatéraux .....	15
	ANNEXE 5 – Principaux pays investisseurs .....	16

## **1 SITUATION ÉCONOMIQUE ET DÉVELOPPEMENTS DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE**

Alors que l'économie ivoirienne avait été affectée par les élections présidentielles et la pandémie de Covid en 2020, la situation s'est considérablement améliorée en 2021. La Côte d'Ivoire a retrouvé un niveau de croissance similaire à ce qu'elle avait connu depuis la fin de la crise politique en 2011, grâce entre autres à une situation politique qui s'est stabilisée et à une riposte rapide pour faire face à la pandémie de Covid-19.

En premier lieu, une politique active de réconciliation a permis au pays de retrouver une certaine quiétude, à l'image des élections parlementaires de mars 2021 qui se sont déroulées sans encombre. Une étape importante à cet égard fut le retour au pays en juin 2021 de Laurent Gbagbo, ancien président de la Côte d'Ivoire, qui avait été acquitté par la Cour Pénale Internationale en 2019. Son retour a notamment permis la reprise du dialogue politique entre les principaux poids lourds de la politique ivoirienne pour la première fois depuis la crise électorale de 2011. Les principaux acteurs politiques devraient désormais s'accorder sur les modalités des scrutins à venir, à commencer par les élections régionales et municipales de 2023 qui représenteront le prochain défi majeur au niveau politique.

En second lieu, le gouvernement ivoirien a mis sur pied un plan économique et social pour contrer les effets socio-économiques de la pandémie de Covid-19. Quatre fonds de soutien furent notamment instaurés pour un montant total annoncé de 1'700 milliards de FCFA (env. 3 milliards de USD). En 2021, les opérations réalisées à travers ces fonds, qui se sont élevés à 41 milliards de FCFA, ont toutefois considérablement diminué. En parallèle, diverses mesures ont également rapidement été prises afin de soulager les entreprises durant cette période : reports de paiements des impôts, de cotisations sociales et de factures d'électricité, accélération des remboursements de TVA, moratoire sur les contrôles fiscaux, etc. Alors que la moyenne de croissance de l'Afrique subsaharienne était de -2% en 2020, la croissance du PIB réelle a ainsi pu être maintenue à 2% en Côte d'Ivoire, ce qui a permis d'entamer l'année 2021 du bon pied et d'enregistrer une croissance de 6.5%.

Dès lors, la confiance dans la résilience de l'économie ivoirienne et in fine dans la capacité du gouvernement à rembourser sa dette reste de mise, comme en atteste l'aisance du pays à lever des fonds sur les marchés des Eurobonds et auprès du marché financier régional de l'UEMOA, ainsi que le rehaussement de la note souveraine (BB-) par les trois plus grandes agences internationales de notations.

Le déficit fiscal, qui s'était amélioré ces dernières années jusqu'à atteindre 2,3% du PIB en 2019, s'est par contre creusé durant la pandémie et a atteint 5,6% du PIB en 2021 en raison de la contraction des recettes en lien avec le ralentissement de l'activité économique ainsi que des dépenses accrues pour soutenir l'économie et la réponse sanitaire. Le déficit a donc dépassé la norme communautaire de 3% fixée par l'UEMOA, mais devrait diminuer et converger vers cette limite d'ici 2024 selon les projections du FMI. Quant au stock de la dette par rapport au PIB, il s'établit à 51.4% en 2021 contre 47,7 % en 2020 et 38,8% en 2019, mais reste bien inférieur au maximum de 70% défini dans le cadre des critères de convergence de l'UEMOA.

Sur ces bases, les services du FMI jugent que la croissance devrait rester robuste en 2022 ainsi qu'à moyen terme. Dans le contexte de la guerre en Ukraine, les perspectives économiques devraient toutefois légèrement s'assombrir étant donné la faiblesse de la demande mondiale, la détérioration des termes de l'échange et l'incertitude croissante. Selon les projections du FMI, la croissance devrait s'établir à 6 % en 2022. Pour protéger la pouvoir d'achat des ivoiriens, le gouvernement a dès lors décidé de subventionner les produits pétroliers, de plafonner les prix de plusieurs aliments et de mettre en place un permis pour l'exportation de certains aliments.

En outre, le gouvernement a également lancé fin 2020 un Programme national de développement (PND 2021-2025), qui vise à accélérer la transformation structurelle de l'économie, renforcer le développement inclusif, promouvoir le développement du capital

humain et tendre vers une gouvernance plus efficace et participative. La capacité du gouvernement à implémenter ce plan ambitieux, tout en continuant les politiques de soutien économique et social va représenter un défi. Dans un contexte fortement marqué par des facteurs exogènes, il est pour l'heure difficile de tirer un bilan des différentes mesures mises en place par le gouvernement. Afin de s'assurer une croissance durable et inclusive, la Côte d'Ivoire devra impérativement adresser les défis persistants suivants :

- Assurer une stabilité budgétaire et macro-économique pour dégager les ressources nécessaires au rattrapage des infrastructures et à en développer de nouvelles pour rendre l'économie plus compétitive et plus inclusive au niveau social. Les répercussions de la guerre en Ukraine, l'augmentation des coûts d'emprunt et l'instabilité dans la région pourraient avoir un impact négatif sur les perspectives macroéconomiques alors que la découverte d'un gisement de pétrole off-shore et les réformes prévues par le PND pourraient avoir un impact positif.

- Stimuler les ressources domestiques en améliorant la récolte de recettes fiscales (digitalisation des impôts, formalisation de l'économie, diminution des exonérations). Malgré plusieurs réformes administratives pour améliorer les conditions de déclaration et de paiement d'impôt, dont la mise en place de plateformes numériques, les recettes restent en dessous de leur potentiel.

- Augmenter l'attractivité des investissements privés en diminuant les barrières à l'investissement (coût de transports/logistiques, accès aux crédits, accès au marché, corruption, informations). La corruption, qui était jusqu'à présent un sujet tabou, a désormais intégré l'agenda politique, comme le démontre la création d'un ministère notamment chargé de lutter contre la corruption. Toutefois, ces efforts ne sont pas encore pleinement perceptibles selon l'Indice de Perception de la Corruption de Transparency International qui classe la Côte d'Ivoire à la 105<sup>ème</sup> place en 2021 (104<sup>ème</sup> en 2020 et 106<sup>ème</sup> en 2019).

- Stimuler le secteur privé et la création de produits à plus haute valeur ajoutée par la transformation locale, l'industrialisation et l'exploitation du potentiel de diversification.

- Lutter contre la pauvreté et les inégalités persistantes. Après une décennie de chiffres de croissance encourageants, le pays est toujours classé parmi les derniers dans l'Indice de Développement Humain (IDH) du PNUD. Malgré un progrès de 3 places par rapport à 2018, la Côte d'Ivoire se positionne à la 162<sup>e</sup> place en 2020, principalement à cause de ses chiffres bas dans les indicateurs de santé et d'éducation. Le Covid a encore exacerbé la pauvreté et les disparités, soulignant les vulnérabilités des filets sociaux. Ainsi, le taux de pauvreté, qui avait décliné de 44,4% en 2015 à 39,5% en 2018, a augmenté à 46.1% en 2020. Il est indispensable de continuer d'accroître à la fois l'efficacité des dépenses et l'accès à des services publics efficaces. Les efforts pour améliorer les infrastructures de base comme l'accès à l'électricité et à l'eau (élément aussi clé pour la production industrielle) sont primordiaux.

En ce qui concerne ses atouts, la Côte d'Ivoire dispose d'un potentiel important de transformation structurelle de l'économie. De fait, elle peut se tourner vers des activités agricoles plus productives, des activités industrielles ainsi que vers le domaine des services générant plus d'emplois et de valeur ajoutée. Les infrastructures, surtout autour d'Abidjan, la locomotive économique du pays, sont au-dessus de la moyenne dans la sous-région. Les potentialités pour l'implantation d'entreprises étrangères en Côte d'Ivoire existent pour tous ces secteurs d'activités comme le démontre leur forte présence et les investissements qu'elles continuent de consentir dans le pays (voir plus bas).

## **2 SECTEURS PRIORITAIRES ET OPPORTUNITÉS POUR LES ENTREPRISES SUISSES**

En 2020, 20,7% du PIB était issu du secteur primaire, 21,2% du secteur manufacturier et 43,1% des services. Les secteurs primaire et manufacturier ont vu leur contribution au PIB augmenter ces cinq dernières années, au détriment des services. Le développement économique s'organise ainsi principalement autour de l'agriculture, de l'agro-transformation et de l'industrie manufacturière. De sorte à assurer le développement économique du pays, le gouvernement ivoirien s'est appuyé ces dix dernières années sur un Plan National de Développement (PND) divisé en plusieurs volets. Les deux premiers volets (2012-2015 & 2016-2020) avaient pour objectif respectivement de stabiliser et de relancer l'économie après la crise de 2010-2011 ainsi que de soutenir la transformation structurelle de l'économie par l'industrialisation. Le PND 2021-2025, actuellement en vigueur, ambitionne de faire de la Côte d'Ivoire un des pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure. Pour ce faire, des investissements s'élevant à 107 milliards de dollars sont attendus.

Sa mise en œuvre s'articule autour de trois axes : (i) développer l'industrie nationale pour en faire un moteur de l'économie et un pourvoyeur d'emplois décentés ; (ii) assurer une meilleure productivité des facteurs, en particulier du capital humain, permettant une création de richesse harmonieuse sur l'ensemble du territoire et ; (iii) renforcer la Gouvernance de l'Etat en vue d'accompagner le secteur privé dans un processus de développement ne laissant personne de côté. De surcroît, le PND définit 7 grappes industrielles comme prioritaires : 1) Agro-industrie ; 2) Chimie-Plasturgie ; 3) Matériaux de construction ; 4) Pharmacie ; 5) Industrie textile ; 6) Emballages ; 7) Pièces de rechange et automobile.

Un premier constat encourageant est que les entreprises suisses sont déjà en phase avec la réalité du tissu économique ivoirien dans la mesure où elles sont nombreuses à être actives dans les quatre premières grappes industrielles. Constaté que les secteurs prioritaires ciblés par le gouvernement ivoirien correspondent aux secteurs d'activités des entreprises suisses est un signe positif pour le futur étant donné que ces entreprises sont assurées d'évoluer dans les années à venir au sein d'un environnement dynamique se situant au cœur de la stratégie du gouvernement. Le gouvernement mise, par ailleurs, grandement sur les initiatives privées pour atteindre ses objectifs, ce qui est également de bonne augure pour les entreprises suisses. Les trois dernières grappes industrielles pourraient quant à elles représenter des opportunités pour de nouvelles entreprises désireuses de s'implanter en Côte d'Ivoire.

**L'agriculture** est l'un des piliers de l'économie ivoirienne, en contribuant à près de 25% du PIB du pays et plus de 75% des exportations. La stratégie du gouvernement en la matière se construit autour du Programme National d'Investissement Agricole de deuxième génération (PNIA 2), dont les objectifs stratégiques ont été déclinés en six programmes d'investissement représentant 4325,4 milliards FCFA sur la période 2018-2025. Parmi d'autres objectifs, le PNIA promeut une politique locale de traitement des matières premières afin d'éviter de subir la fluctuation des cours mondiaux et de capter une plus-value à plusieurs niveaux de la chaîne de production. Les mécanismes mis en place pour y arriver pourraient cependant s'avérer problématiques, à l'instar de ce qui a été imposé aux exportateurs de cacao qui doivent désormais réserver 20% de leurs exportations de fèves aux négociants ivoiriens. Bien qu'il soit compréhensible de vouloir augmenter la part transformée localement, ce type de mécanismes contourne indirectement le libre marché afin de favoriser des entreprises ivoiriennes qui manquent parfois les infrastructures nécessaires. Ainsi, rien n'est moins sûr que ce genre de politique économique favorise véritablement les desseins de la Côte d'Ivoire sur le long terme. Cela démontre aussi que le cacao est toujours la culture accaparant le plus d'attention de par son positionnement hautement stratégique d'un point de vue économique et politique - aussi bien pour la Côte d'Ivoire que pour la Suisse d'ailleurs.

En raison de sa situation géographique qui lui permet de profiter d'un climat favorable à de nombreuses cultures et d'une croissance démographique qui lui assure une main d'œuvre suffisante, le potentiel de développement de l'agro-industrie en Côte d'Ivoire est immense. La

Côte d'Ivoire aurait également intérêt à diversifier sa production agricole, bénéficiant d'un climat qui peut lui assurer plusieurs récoltes par an de plusieurs matières premières. La dépendance au cacao et à la noix de cajou devrait être brisée, étant donné les nombreuses alternatives, plus porteuses en termes d'agro-industrie. Assurément, les entreprises suisses actives dans ce secteur devraient être en mesure de profiter de ce développement même s'il est également probable qu'elles soient amenées à devoir s'adapter à des politiques parfois hasardeuses.

Dans le sillage de la politique de grands travaux voulue par l'état ivoirien, le secteur de la **construction** se développe à vitesse grand V. Celui-ci doit répondre à de nombreux besoins dans le pays tels que la pénurie de logements qui continue à s'aggraver, le renouvellement des infrastructures routières ou bien l'urbanisation et le développement des villes. D'autres projets à plus petite échelle (construction de stades en vue de la CAN 2023, construction de complexes hôteliers, etc.) viennent compléter la demande. Les innombrables opportunités pour les entreprises dans ce secteur ne devraient pas cesser d'augmenter dans les années à venir au vu de la croissance économique et démographique.

Les industries **pharmaceutique** et **chimique** sont des piliers de l'économie suisse. Les entreprises suisses actives dans ces domaines désirant s'implanter en Côte d'Ivoire pourraient en particulier profiter du niveau d'éducation et des infrastructures supérieurs à la moyenne dans la région. D'ailleurs, des entreprises suisses de premier plan sont déjà installées dans le pays, illustrant la possibilité de faire des affaires depuis la Côte d'Ivoire vers l'ensemble de la sous-région

Quant aux secteurs **des pièces de recharge et automobile**, de **l'industrie textile** et de **l'emballage**, ils sont également porteurs de croissance. Leur développement répond à une logique d'industrialisation d'un pays qui se modernise rapidement. Il n'y a ainsi pas à douter que les entreprises actives dans le secteur secondaire ont une carte à jouer si elles souhaitent développer des activités en Côte d'Ivoire tant le pays axe son développement autour de ces activités.

Finalement, le PND définit aussi l'industrie du tourisme et des loisirs, l'économie numérique et l'industrie créative comme des autres niches de croissance à exploiter. Le développement du secteur tertiaire n'est pour l'instant pas prioritaire et devrait prendre un peu plus de temps mais sera sans aucun doute source d'opportunités pour les entreprises suisses à moyen terme.

### **3 POLITIQUE ÉCONOMIQUE EXTÉRIEURE**

---

#### **3.1 Politique et priorités du pays hôte**

La Côte d'Ivoire est un Etat leader de la CEDEAO (Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest), créée en 1975, qui prévoit la constitution d'un marché commun (libre circulation des biens, personnes, services et capitaux). Pour que ce marché de 15 pays devienne réalité, de nombreuses barrières (techniques et administratives) doivent encore être levées. A noter que le tarif extérieur commun de la CEDEAO est devenu réalité en 2015.

La Côte d'Ivoire est membre de l'OMC depuis 1995. En tant que pays ACP, elle a bénéficié des accords de Lomé et Cotonou garantissant un accès préférentiel au marché européen. L'OMC ayant déclaré ce système contraire à ses règles, un projet d'accord de partenariat économique (APE) régional a été élaboré entre l'UE et la CEDEAO pour lui succéder. Ratifié en août 2016, cet APE intérimaire exige de l'UE d'ouvrir entièrement son marché et de la Côte d'Ivoire de diminuer ses tarifs douaniers sur les importations européennes, progressivement, sur une période de 20 ans à hauteur de 75% des positions tarifaires. A noter qu'en raison du Brexit et afin de continuer les échanges entre les deux pays, le Royaume-Uni a signé le 15 octobre 2020 un APE similaire à celui de l'UE avec la Côte d'Ivoire. Cet accord est effectif depuis le 1er janvier 2021. En parallèle, l'UE et l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP) sont parvenues à un accord politique concernant un nouvel accord paraphé le 15 avril

2021, qui succède à l'accord de partenariat de Cotonou. De plus, la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA) est entrée officiellement en vigueur le 1er janvier 2021 avec un retard de 6 mois dû à la pandémie. Ratifié jusqu'à présent par 36 pays, le traité est censé instaurer la plus vaste zone de libre-échange au monde, avec 1,2 milliards de personnes potentiellement concernées, afin d'accroître le commerce intra-africain et d'y développer les richesses. Dans cette optique, la ZLECA prévoit d'établir d'ici 15 ans un marché unique pour les biens et services fabriqués en Afrique, d'éliminer les droits de douane de 90 % et de s'attaquer aux barrières non tarifaires telles que les délais douaniers. Pour pallier les lenteurs en matière d'intégration économique de la CEDEAO, l'UEMOA (Union Economique et Monétaire Ouest-Africaine) a vu le jour en 1994. Outre une monnaie commune, les huit Etats ouest-africains ont adopté des engagements qui visent la mise sur pied d'un véritable marché commun notamment par une convergence des politiques macro-économiques, fiscales et de concurrence. La principale institution est – encore – la BCEAO (Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest). La réforme du franc CFA annoncée en 2019, qui devrait donner naissance à une nouvelle monnaie, l'ECO, est presque au point mort. Cette réforme devrait signer l'arrêt de la centralisation de 50% des réserves au Trésor français, ainsi que le retrait de la France des instances de gouvernance. Tandis qu'on parlait initialement d'une mise en œuvre déjà en 2020, les 15 pays membres de la CEDEAO parlent maintenant d'un lancement en 2027. Le principal débat reste la question de la parité de la monnaie avec l'euro, et nouvellement, les critères de convergences macroéconomiques (déficit budgétaire limité à 3% du PIB, inflation maximum de 10% et dette inférieure à 70% du PIB) qui ont été remis en doute avec la crise du Covid. Malgré ces défis, la Côte d'Ivoire a posé le premier pas en direction de cette réforme de monnaie commune : l'Assemblée Nationale ivoirienne a accepté le 27 juillet 2021 le projet de loi relatif à la mise en œuvre de l'Eco.

### **3.2 Perspectives pour la Suisse (potentiel de discrimination ou avantage comparatif)**

La perspective d'une plus grande intégration régionale offre des opportunités aux entreprises suisses actives au plan transnational, tant au niveau des échanges commerciaux que des investissements directs. Cela dit, l'abaissement progressif des tarifs douaniers entre l'UE et la CEDEAO dans le cadre des APE pourrait constituer à terme un défi additionnel pour les firmes suisses désavantagées par rapport à leurs concurrentes européennes. En effet, la Suisse, octroyant des tarifs préférentiels unilatéraux à plusieurs pays de la région dans le cadre du Système Généralisé de Préférences, sera désavantagée sur ses exportations vers la Côte d'Ivoire en comparaison avec l'UE qui est en train de progressivement bénéficier de tarifs préférentiels sur ses exportations dans le cadre de l'APE intérimaire.

## **4 COMMERCE EXTÉRIEUR**

---

### **4.1 Evolution et perspectives générales**

#### **4.1.1 Commerce de marchandises**

La crise du Covid, avec le ralentissement de l'économie mondiale, ses perspectives de récessions économiques et les restrictions de déplacements prises par de nombreux pays, a eu pour effet de réduire la demande globale et de perturber les chaînes d'approvisionnement. Les prix de plusieurs commodités ont été fortement impactés, à l'instar des prix des principaux produits d'exportations depuis la Côte d'Ivoire qui ont globalement diminué. En 2021, les stigmates de cette crise se sont encore fait ressentir mais se sont largement atténués grâce à la reprise de la consommation et de l'investissement au niveau mondial. Par ailleurs, la guerre en Ukraine est à son tour venue bousculer les échanges mondiaux, en provoquant notamment une hausse des prix de l'énergie et de certaines matières premières.

Tandis que les exportations comme les importations avaient diminué de plus de 7% en 2020, la tendance inverse a ainsi été observée en 2021. Les exportations ont augmenté de 4.2% pour atteindre 12,658 milliards d'USD, un montant encore légèrement inférieur à la période pré-Covid, et les importations ont bondi de 29.3% pour atteindre 13,311 milliards d'USD. La balance commerciale est ainsi passée d'un excédent de 2,059 milliards d'USD en 2020 à un déficit de

653 millions d'USD. Incontestablement, le cacao reste le pilier principal du commerce ivoirien, le pays en étant le premier producteur mondial. La Côte d'Ivoire a, en effet, exporté pour 6.7 milliards d'USD d'or brun en 2021 sur un total de 12.7 milliards d'USD (soit 53,4% des exportations contre 41.5% en 2020 et 38.2% en 2019). Alors que la baisse de la demande avait créé des surplus d'inventures en Côte d'Ivoire et des difficultés pour les producteurs d'écouler leurs stocks, la reprise de la demande globale a permis au secteur du cacao de connaître une année 2021 plus faste que les deux années précédentes. Les exportations ont ainsi bondi de 1.5 milliards d'USD en 2021 pour atteindre des niveaux jamais égalés. Malgré ces chiffres favorables, le secteur du cacao doit encore faire face à de nombreux défis, à commencer par la question brûlante du prix payé aux producteurs. Le différentiel de revenu décent (DRD), qui fixe une prime payée aux producteurs de 400\$ par tonne de fèves exportées, ne semble pas avoir eu l'effet escompté. Il a notamment eu pour conséquence la baisse du prix bord champ de 1000 FCFA/kg à 750 FCFA/kg dans un premier temps afin de répondre aux forces du marché qui faisaient pression vers le bas. Couplé avec des distorsions liées à la pandémie, son introduction a ainsi bousculé l'équilibre d'un marché caractérisé par une offre excédentaire au niveau mondial, comme le démontre les anticipations de surplus qui se reflètent sur les prix des contrats à terme. Par la suite, le prix au kilogramme de cacao bord-champ a été fixé à 825 FCFA pour la saison régulière et pour la saison intermédiaire 2021-2022, soit une augmentation de 75 FCFA par rapport à l'année précédente. Cette augmentation est un signal positif pour les producteurs mais est toutefois symptomatique de la difficulté pour le gouvernement ivoirien à trouver des solutions convenant à tous les acteurs locaux et internationaux dans la mesure où ce prix est toujours 17.5% plus faible que le prix en vigueur avant l'introduction du DRD. Un rapport de la Banque Mondiale en 2019 tire aussi la sonnette d'alarme. Pendant de nombreuses années, la Côte d'Ivoire a poussé à produire plus tout en négligeant certaines problématiques sociales (travail des enfants, travail forcé) et environnementales (déforestation, appauvrissement des sols). Ce secteur pilier de l'économie ivoirienne devra être en mesure d'augmenter la productivité sans négliger la qualité ainsi que les enjeux environnementaux et sociaux. Derrière le cacao, les principaux produits exportés sont la noix de cajou (3<sup>ème</sup> exportateur mondial), le caoutchouc, l'or, les fruits et les combustibles. Ces différents secteurs ont cependant connu une légère baisse des montants exportés en 2021, traduisant le besoin pour la Côte d'Ivoire de diversifier ses exportations. Les principaux partenaires commerciaux de la Côte d'Ivoire en 2021 continuent à être déterminés par les ventes de cacao (et de ses dérivés) ainsi que de l'or. Les principaux destinataires des exportations sont les Pays-Bas (11,3%) en raison du port de Rotterdam, les Etats-Unis (10,1 %), la France (7,9%) et la Suisse (7,1%).

S'agissant des importations en 2021, celles-ci sont composées prioritairement de pétrole brut provenant presque exclusivement du Nigéria pour une valeur de 1.7 milliard d'USD, de machines pour une valeur de 1.2 milliard d'USD et de véhicules pour une valeur de 0.9 milliard d'USD. A l'image de ces trois secteurs qui connaissent des fluctuations relativement modestes en termes nominales, aucun autre secteur n'explique seul l'augmentation substantielle des importations en 2021. Un rebond de la consommation suite à la pandémie, qui aurait entraîné une augmentation des importations dans la majorité des secteurs, semble en être l'explication. En outre, la Chine est pour la sixième année consécutive le partenaire le plus important en ce qui concerne les importations (21,3% des exportations totales), suivie par la France (12,3%) et le Nigéria (10,0%).

#### **4.1.2 Commerce de services (si données disponibles)**

En tant que membre de l'OMC, la Côte d'Ivoire applique la législation internationale en la matière. Selon les statistiques publiées par l'OMC, la balance des services est fortement déficitaire : Depuis 2013, elle se situe entre 2 et 2,4 milliards de USD. Le volume total de services a néanmoins diminué avec la pandémie pour un total de 1,1 milliards d'USD de services exportés et de 3,2 milliards d'USD de services importés (estimation pour l'année 2020 selon UNCTADStat). A noter que cette situation n'est pas surprenante étant donné que la Côte d'Ivoire ne possède pas ou peu d'entreprises en matière de services capables de jouer un rôle transnational. Bien au contraire, les marchés du secteur bancaire, des assurances ou encore des télécoms sont pour la plupart en mains étrangères (France, Maroc, Nigéria, etc.).



## **4.2 Commerce bilatéral**

### **4.2.1 Commerce de marchandises**

Les échanges commerciaux entre la Suisse et la Côte d'Ivoire sont relativement peu élevés en comparaison aux investissements. En 2021, la Suisse et la Côte d'Ivoire ont échangé pour 869 millions de CHF alors que les deux pays avaient échangé pour 876 millions en 2020. Cependant, ces chiffres sont trompeurs sachant que les importations d'or contribuent pour une très large majorité de ces échanges. De fait, la Côte d'Ivoire est le 52ème partenaire de la Suisse si l'on inclut les importations d'or alors qu'elle est le 84ème partenaire de la Suisse si l'on exclut les importations d'or. En effet, les importations se montent à 822 millions lorsque l'or est inclus et à 38 millions de CHF lorsque l'or est exclu. Ce dernier montant est supérieur à celui de 2020 (24 millions) et similaire à celui de 2019 (37 millions). Derrière l'or, il n'y a que les graisses végétales (huile de palme) avec 13.6 millions de CHF et le cacao avec 10.7 millions de CHF qui représentent des volumes d'importations notables.

Au niveau des exportations, la Côte d'Ivoire est le 97ème partenaire de la Suisse avec des exportations qui se montent à 47 millions de CHF en 2021. Ce chiffre est relativement stable ces dernières années, bien qu'en légère régression depuis l'année 2020. Sur un volume total de 47 millions de CHF, les machines représentent près de la moitié des marchandises, avec des exportations qui s'élèvent à 22 millions de CHF, soit 6 millions de moins que l'année précédente. Cette diminution peut vraisemblablement être imputée à la pénurie de pièces ayant ralenti certaines chaînes de production. Les cosmétiques (6.7 millions), les montres (5.1 millions) et les produits pharmaceutiques (4,5 millions) suivent.

### **4.2.2 Commerce de services**

Le commerce de services entre la Suisse et la Côte d'Ivoire n'est pas couvert par des statistiques fiables. En matière de tourisme, on peut noter que la Côte d'Ivoire tente de revenir sur le devant de la scène régionale tant pour le tourisme d'affaires que celui de plaisance. La Côte d'Ivoire ambitionne en effet de faire grimper la contribution du tourisme au PIB, en la faisant passer de 7.3% en 2019 à 10% en 2025, grâce des investissements à court terme à hauteur de 500 milliards de FCFA. Pour le tourisme de plaisance, les investissements en infrastructures touristiques semblent porter des fruits, malgré un frein avec la pandémie. L'hôtel Mövenpick qui a ouvert ses portes en décembre 2020 s'ajoute à l'offre croissante d'hôtels 4 et 5 étoiles qui ont vu le jour dans la dernière décennie. Bien que la chaîne ne soit plus aux mains de Suisses et appartienne au groupe Accor, cet hôtel contribue à la promotion de l'image et excellence suisse notamment à travers les produits suisses qui y sont servis.

## **5 INVESTISSEMENTS DIRECTS**

---

### **5.1 Evolution et perspectives générales**

Les investissements publics et investissements directs étrangers (IDE) étaient en hausse ces dernières années. L'augmentation des IDE, concentrés dans les télécommunications, l'agroalimentaire et la construction, résulte de l'amélioration progressive de l'environnement des affaires, comme l'atteste les progrès réalisés dans le classement « Doing Business » de la Banque mondiale : La Côte d'Ivoire était passée de la 139ème place mondiale en 2018 à la 122ème place en 2019 puis à la 110ème place en 2020. Les autorités ivoiriennes soulignent les efforts qu'elles ont entrepris ces dernières années afin d'améliorer le climat des affaires et faire croître les investissements directs dans le pays, p.ex. par la création d'entreprises en 24 heures avec des formalités et des coûts très avantageux, l'obtention de permis de construire en moins d'un mois et la faculté de s'acquitter de ses impôts et autres taxes par une procédure facilitée. Autre signal positif de la résilience de l'économie ivoirienne qui pourrait augmenter la confiance des investisseurs, la Côte d'Ivoire fait désormais partie du cercle des notations de catégorie « double B » des trois plus grandes agences internationales de notation. Noté Ba3 par Moody's, le pays obtient une note BB- avec perspective stable chez S&P et chez Fitch, confirmant ses bonnes performances économiques et devenant l'un des pays les mieux notés du continent. L'agence Bloomfield Investment a augmenté la note de la Côte d'Ivoire de 5.7 (en

2021) à 5.2 (en 2022) et a qualifié le pays à risque faible.

Une tendance à l'augmentation des IDE s'observe globalement sur les dernières années, à l'exception d'une chute de 23,8% en 2020 en raison de la pandémie. Selon le rapport de l'UNCTAD, les flux d'IDE entrants en 2021 ont été de 1'382 millions d'USD (contre 713 millions d'USD en 2020), soit une augmentation de 93,9%. Les flux sortants s'élèvent à 490 millions d'USD pour 2021.

## **5.2 Investissements bilatéraux**

La Suisse est un partenaire économique important pour la Côte d'Ivoire. Elle jouit d'une forte présence en Côte d'Ivoire avec plus d'une trentaine d'entreprises présentes sur l'ensemble du territoire. Les statistiques de la Banque Nationale Suisse montrent un flux positif de 396 millions CHF pour les années 2010-2019, mais avec des grandes variations (max. 118 millions en 2010, min. -48 millions en 2019). Néanmoins depuis 2016, les stocks d'IDE suisses en Côte d'Ivoire sont au-dessus de 300 millions (plutôt stable), avec un stock final de 322 millions CHF en 2019 (en ligne avec les données du FMI de 324 millions d'USD). Ces dernières années, les investissements suisses suivants ont été réalisés :

Le groupe MSC a financé l'installation de 3 nouvelles grues géantes au port de San Pedro en avril 2021 pour une valeur de 12 milliards de FCFA dans le cadre du projet d'extension du port et est également parvenu à un accord en mars 2022 pour le rachat des activités de Bolloré Africa Logistics pour une somme de 5.7 milliards d'euros. Nestlé a investi 5 millions CHF dans la rénovation de son usine de production de café soluble et dans son « campus » à Yopougon (quartier d'Abidjan). Par ailleurs, à travers des versements de primes aux producteurs mettant en place des pratiques vertueuses en Côte d'Ivoire et au Ghana, Nestlé s'est engagé à dépenser près de 1.3 milliards de francs suisses d'ici à 2030 dans le but d'améliorer la rentabilité des plantations, d'éliminer le recours au travail des enfants et de garantir un approvisionnement en cacao durable. En décembre 2019, Roche a conclu un partenariat avec le gouvernement de la Côte d'Ivoire qui a pour objectif de mettre à disposition du pays des traitements de différents types de cancer pour une valeur de 141 millions de CHF sur 5 ans. Le gouvernement participe aux coûts à hauteur de 33 millions de CHF. Lafarge-Holcim a investi près de 30 millions de CHF pour la construction d'un silo et d'un convoyeur à bande dans le port d'Abidjan afin de faciliter la décharge des bateaux arrivant au port. HPW Fresh & Dry, installé à Buchs (Argovie), a ouvert une filiale en Côte d'Ivoire, qui a investi 5 millions de CHF dans la construction d'une nouvelle usine de productions de fruits secs bio (mangues, noix de coco, ananas et bananes), fonctionnelle depuis l'été 2020 et inaugurée au printemps 2021. Le négociant de matières premières Vitol, dont le siège social se trouve en suisse, a annoncé le rachat de l'intégralité de Vivo Energy, pour un montant de 2,3 milliards d'USD. Sika a ouvert sa deuxième usine en novembre 2021, dans la zone industrielle de Yopougon. Givaudan cherche divers produits pour du sourcing.

## **6 PROMOTION ÉCONOMIQUE ET TOURISTIQUE**

---

### **6.1 Instruments de la promotion économique extérieure suisse**

La Côte d'Ivoire n'est malheureusement pas un pays prioritaire pour les acteurs de la promotion économique suisse (Suisse Tourisme, PRS, Switzerland Global Enterprise). Et cela est dommage. Toutes les ambassades européennes de taille comparable à celle de la Suisse à Abidjan dispose d'un conseiller économique. Les opportunités sont là et la Suisse devrait y accorder beaucoup plus d'attention. L'Ambassade fait tout ce qui est en son pouvoir pour répondre à la demande des entreprises.

Concernant la Chambre suisse de commerce en Côte d'Ivoire (Swisscham), elle a été réactivée avec l'aide de l'Ambassade afin de faciliter les échanges entre les entreprises suisses. De

nouveaux statuts ont été adoptés lors d'une AG qui s'est tenue en septembre 2021. Un nouveau président et un nouveau vice-président ont été élus. Pour pouvoir profiter d'une économie d'échelle étant donné le nombre de firmes suisses, la Swisscham reste toutefois associée à la chambre européenne de commerce qui continuera à octroyer les services et l'appui nécessaires aux firmes suisses contre un arrangement financier mutuellement bénéfique aux deux associations faitières.

## **6.2 Intérêt du pays hôte pour la Suisse**

Bien que la Suisse jouisse d'une image très favorable en Côte d'Ivoire au vu des liens particuliers qu'entretenait le président fondateur Felix Houphouët-Boigny, il n'y a pas lieu de penser que la Suisse puisse devenir un réel lieu de villégiature pour la grande majorité des ivoiriens vu son faible pouvoir d'achat. Cela dit, les élites du pays s'y rendent fréquemment et profitent des excellentes conditions-cadres et infrastructures qui s'y trouvent. La Genève internationale attire également son lot de visites officielles.

En termes d'éducation et de recherche, la Suisse est perçue très favorablement et a une carte additionnelle à jouer. En effet, le programme des bourses de la Confédération, la présence des grandes écoles suisses (EPFL, voir ci-dessous) et la coopération entre le Centre Suisse de la Recherche Scientifique (CSRS) et le TPH de Bâle contribuent à donner une image de relief à la Suisse. Dernières illustrations dans ces échanges scientifiques toujours plus denses : Le lancement du programme des villes durables par l'EPFL, dont la proposition d'entrée en matière a été approuvée par le comité des opérations de la DDC en avril 2022. Ce nouveau projet DDC-EPFL est en cours d'implémentation afin de soutenir le développement d'innovations dans le domaine des technologies numériques au bénéfice de la durabilité urbaine. Abidjan en fait partie. Au terme de 4 ans de négociations, d'une évaluation externe conjointe (ivoiro-suisse) et de la mise à niveau de certaines procédures du Fonds Ivoirien pour la Recherche, la Technologie et l'Innovation (FONSTI), le MoU a été signé entre l'Ambassadeur et le Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique en avril 2022. Ce MoU permet le transfert de l'intégralité des fonds du PASRES au FONSTI. Ce geste a été extrêmement bien reçu par la partie ivoirienne.

De nombreux partenariats existent entre hautes écoles suisses et ivoiriennes. Par exemple, nous pouvons citer l'université de Genève avec l'Université Félix Houphouët Boigny, le Musée Rietberg avec le Musée des Civilisations et le Fonds national, l'EPFL et son mentorat envers les boursiers d'Excellence in Africa.

Cette initiative est conçue pour avoir un impact durable à travers un réseau de jeunes professeurs hautement qualifiés basés en Afrique, ayant des professeurs de l'EPFL comme mentors, et ancrant des collaborations durables au sein des institutions africaines partenaires.

Avec la signature d'un mémorandum d'entente, le canton de Bâle-Ville et la commune de Yopougon ont posé les bases formelles d'un jumelage de villes allant dans le sens d'un engagement social pour la période 2021-2024, y inclus un volet RSE avec le secteur privé suisse actif à Abidjan.

En outre, un accord de transport aérien a été conclu en 2017. Cet accord permettrait notamment la relance de la route Abidjan-Genève, ce qui serait un atout considérable pour la « Genève internationale » ainsi que pour le renforcement des relations économiques bilatérales. Les perspectives d'ouverture se sont assombries en raison de la crise du secteur aérien dû à la pandémie. La récente reprise du secteur aérien pourrait néanmoins changer la donne.

**Structure de l'économie du pays hôte**

	<b>2016</b>	<b>2020</b>
<b>Répartition du PIB*</b>		
Secteur primaire	<b>19.7%</b>	<b>15.4%</b>
Secteur manufacturier	<b>19.1%</b>	<b>21.1%</b>
Services	<b>46.8%</b>	<b>47.0%</b>
Secteur non marchand, droits et taxes	<b>14.4%</b>	<b>16.5%</b>

<b>Répartition de l'emploi**</b>	<b>2015</b>	<b>2020</b>
Secteur primaire	<b>43.5%</b>	<b>39%</b>
Secteur manufacturier	<b>12.1%</b>	<b>13%</b>
Services	<b>44.4%</b>	<b>47%</b>
– dont services publics	<b>..%</b>	<b>..%</b>

Source(s) :

\* Bloomfield Investment (Institut National de la Statistique)

\*\*Rapport de la Délégation de l'UE en CI / Banque mondiale

## ANNEXE 2 – Principales données économiques

### Principales données économiques du pays hôte

	2020	2021	Est. 2022
<b>PIB</b> (USD mia)*	61.4	69.8	73.0
<b>PIB/habitant</b> (UaSD)*	2279.0	2521.9	2574.1
<b>Taux de croissance</b> (% du PIB)*	1.95	6.50	5.96
<b>Taux d'inflation</b> (%)*	2.4	4.2	5.5
<b>Taux de chômage</b> (%)*	3.17	3.5***	
<b>Solde budgétaire</b> (% du PIB)*	-5.6	-5.6	-4.7
<b>Solde des transactions courantes</b> (% du PIB)*	-3.2	-3.7	-4.8
<b>Dette extérieure totale</b> (% du PIB)**	30.0	31.2	30.9
<b>Service de la dette</b> (% des exportations)**	8.3	8.1	9.5
<b>Réserves</b> (mois d'importations)**	2018: 4,3	2019: 4.6	...

\* Source : FMI, World Economic Outlook [Avril 2022]  
<https://www.imf.org/en/Publications/SPROLLS/world-economic-outlook-databases#sort=%40imfdate%20descending>

\*\* Source : FMI, Article IV Consultation [Août 2021]  
<https://www.imf.org/en/Countries>

\*\*\* Source : World Bank Country Data  
<https://data.worldbank.org/country/cote-divoire?view=chart>

ANNEXE 3 – Partenaires commerciaux

Partenaires commerciaux du pays hôte

année: 2021

Perspective selon le pays hôte

Rang	Pays	Exportations <i>par le pays de résidence</i> (USD millions)	Part	Var. <sup>1</sup>	Rang	Pays	Importations <i>par le pays de résidence</i> (USD millions)	Part	Var. <sup>1</sup>
1	Pays-Bas	1,426	11.3 %		1	Chine	2,834	21.3 %	
2	USA	1,274	10.1 %		2	France	1,635	12.3 %	
3	France	1003	7.9 %		3	Nigeria	1,335	10.0 %	
4	Suisse	899	7.1 %		4	Inde	728	5.5 %	
5	Malaisie	884	7.0 %		5	Belgique	577	4.3 %	
6	Allemagne	860	6.8 %		6	Turquie	431	3.2 %	
7	Belgique	769	6.1 %		7	Allemagne	391	2.9 %	
8	UK	510	4.0 %		8	Maroc	358	2.7 %	
9	Australie	475	3.8 %		39	Suisse	51	0.4 %	
	<b>Total</b>	<b>12,658</b>	<b>100 %</b>			<b>Total</b>	<b>13,311</b>	<b>100 %</b>	

Source : <https://www.trademap.org>

<sup>1</sup> Variation par rapport à l'année précédente en %

## ANNEXE 4 – Echanges commerciaux bilatéraux

### Echanges commerciaux bilatéraux entre la Suisse et le pays hôte

	<b>Export</b> (Mio. CHF)	<i>Variation (%)</i> *	<b>Import</b> (Mio. CHF)	<i>Variation (%)</i> *	<b>Solde</b> (en Mio.)
2017	<b>67</b>	133.6	<b>19</b>	75.5	48
2018	<b>75</b>	11.9	<b>26</b>	34.3	49
2019	<b>49</b>	-34.8	<b>37</b>	43.3	12
2020	<b>50</b>	2.7	<b>24</b>	-35.4	26
2021	<b>47</b>	-7.0	<b>38</b>	57.2	9

Total « conjoncture » (total 1) : sans l'or en barres et autres métaux précieux, les monnaies, les pierres précieuses et gemmes, ni les objets d'art et antiquités

\* Variation (%) par rapport à la période de l'année précédente

	<b>Export</b> (Mio. CHF)	<i>Variation (%)</i> *	<b>Import</b> (Mio. CHF)	<i>Variation (%)</i> *	<b>Solde</b> (en Mio.)
2017	<b>67</b>	133.6	<b>472</b>	-6.1	-405
2018	<b>75</b>	11.9	<b>470</b>	-0.4	-395
2019	<b>49</b>	-34.8	<b>639</b>	36	-590
2020	<b>50</b>	2.7	<b>826</b>	29.2	-776
2021	<b>47</b>	-7.0	<b>822</b>	-0.5	-775

Total général (total 2) : avec l'or en barres et autres métaux précieux, les monnaies, les pierres précieuses et gemmes ainsi que les objets d'art et les antiquités

\* Variation (%) par rapport à la période de l'année précédente

<b>Exportations</b>	<b>2018</b> (% du total)	<b>2019</b> (% du total)	<b>2020</b> (% du total)	<b>2021</b> (% du total)
1. Machines, appareils, électronique	42 / 56%	25 / 51%	28 / 56%	22 / 47%
2. Produits industries chimie et pharmaceutique	10 / 13%	12 / 25%	10 / 20%	13 / 28%
3. Bijouterie, horlogerie, instruments de précision	5 / 7%	5 / 10%	3 / 6%	6 / 13%

<b>Importations</b>	<b>2018</b> (% du total)	<b>2019</b> (% du total)	<b>2020</b> (% du total)	<b>2021</b> (% du total)
1. Or, y c. l'or platiné, sous formes brutes, à usages non monétaires	443 / 94%	601 / 94.0%	800 / 97%	778 / 95%
2. Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche	24 / 5%	24 / 4%	24 / 3%	30 / 4%

Source : Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières

ANNEXE 5 – Principaux pays investisseurs

Principaux pays investisseurs dans le pays hôte année : 2019

Rang	Pays	IDE (USD, stock)	Part	Variation (stock)	Flux année écoulée (USD)
1	France	2,154	21.3 %	16.4 %	215.22
2	Canada	1,269	12.6 %	21.6 %	269.32
3	Grande-Bretagne	816	8.1 %	80.5 %	....
4	Maroc	727	7.2 %	-8 %	....
5	Iles Caïman	480	4.8 %	103.5 %	109.40
6	Maurice	476	4.7 %	3.5 %	....
7	Belgique	475	4.7 %	7.3 %	....
8	Luxembourg	403	4.0 %	11.6 %	36.52
9	Suisse	324	3.2 %	23.5 %	....
10	Pays-Bas	307	3.0 %	11.6 %	....
11	Nigeria	303	3.0 %	110.8 %	62.13
12	Singapour	300	3.0 %	51.7 %	47.28
	Total	10'101	100 %	19.9 %	848.93

Source : <https://www.investmentmap.org/>

Principaux pays investisseurs dans le pays hôte année : 2020

Rang	Pays	IDE (USD, stock)	Part	Rang	Pays	IDE (USD, stock)	Part
1	France	2532	21.1%	7	Belgique	585	4.9%
2	Canada	1217	10.1%	8	Singapour	479	4.0%
3	Grande-Bretagne	986	8.2%	9	Iles Cayman	478	4.0%
4	Maroc	801	6.7%	10	Suisse	367	3.1%
5	Maurice	664	5.5%	11	Nigeria	346	2.9%
6	Luxembourg	608	5.1%	12	Pays-Bas	342	2.9%
	Total	11'997	100%				

Source : <https://data.imf.org/?sk=40313609-F037-48C1-84B1-E1F1CE54D6D5>